



DROITE

A Bobigny, chasse aux sorcières contre la CGT

Intimidation, mutations arbitraires l'OPH de Bobigny est le théâtre d'un violent affrontement entre la direction et la CGT, révélateur du climat malsain qui règne dans la ville.

Un scénario digne d'un mauvais polar. Ce matin du 20 juillet, Nadia Giunta, déléguée syndicale CGT, s'apprête à se rendre à l'office public de l'habitat (OPH) de Bobigny (Seine-Saint-Denis), où se tiennent les élections professionnelles de la DUP (délégation unique du personnel), convoquées à la hâte, en plein été, laissant six jours aux syndicalistes pour mener campagne. Dans le viseur de la direction depuis plusieurs années, elle s'apprête à quitter son domicile pour se rendre au bureau de vote quand elle découvre que les pneus de sa voiture ont été crevés. « Une curieuse coïncidence, n'est-ce pas ? D'autant que le garagiste m'a confirmé qu'il s'agissait d'un acte malveillant », explique celle qui est aujourd'hui en arrêt de travail après un « burn out ». Car, ce matin-là, elle n'est pas au bout de ses surprises. Échaudée par les méthodes de la direction de l'OPH (trois élections professionnelles en trois ans), elle rejoint le bureau de vote accompagnée d'un huissier, qui constate que le directeur des ressources humaines, remercié depuis, se trouve dans l'isoloir ! Quelques heures plus tard, persuadée que le résultat lui sera favorable, la direction s'apprête à déboucher le champagne. Mais, en dépit de ses manœuvres et tentatives d'intimidation pour faire pression sur les salariés, la CGT gagne une nouvelle fois les élections, en remportant trois sièges sur cinq. Mauvaise perdante, la directrice générale tente une procédure en justice contre Nadia

Giunta et son suppléant, Christian Jacquin, pour non-respect de l'alternance hommes-femmes sur les listes déboutée le 10 octobre dernier par le tribunal d'instance.

Ce n'est qu'un épisode parmi tant d'autres de la chasse aux sorcières contre la CGT, menée dans le cadre d'un projet de privatisation de l'office municipal (voir encadré) auquel le syndicat majoritaire s'oppose de manière virulente. Sollicitée à maintes reprises, la direction de l'office a fini par nous répondre, via son président, Jonathan Berrebi. « Je réagis très mal à ces accusations, qui sont une surprise, car je n'ai eu de cesse d'essayer d'apporter un maximum de réponses sur les problématiques de la santé au travail. J'ai même proposé une salle de repos à la CGT ! », fait-il valoir. Sur la présence du DRH dans l'isoloir ? « Il a été licencié ! », se défend Jonathan Berrebi. Les mutations arbitraires ? « Les étiquettes syndicales ne m'intéressent absolument pas, prétend l'élu municipal. Ce qui m'intéresse, c'est que mon office tourne et que mes locataires soient contents, le reste me passe au-dessus la tête ! »

Pourtant, « si la direction fait montre d'un tel acharnement contre la CGT, c'est bien parce que le syndicat s'oppose fermement au projet de privatisation de 4 000 logements sociaux, qui représente un bradage du patrimoine public lourd de danger pour les locataires, les salariés, la cohé-

sion sociale du territoire et l'accès au logement des plus démunis », explique Nadia Giunta, la première à avoir fait les frais des pratiques à l'œuvre au sein de l'office HLM, où elle travaille depuis 1992. Elle y a occupé plusieurs postes, avant une décharge totale d'activité en 2007 pour devenir permanente syndicale.

Pour elle, le cauchemar commence en 2014, après les élections municipales qui voient Bobigny tomber dans l'escarcelle de la droite. Un tremblement de terre dans « Boboche », dont les habitants votaient communiste depuis 1920 sans discontinuer. Pour parvenir à ses fins, l'équipe centriste, emmenée par l'actuel maire, Stéphane De Paoli, poulain du président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde (qui a lâché en septembre son fauteuil de maire de Drancy pour le léguer à sa femme), aurait noué de douteuses alliances dans les cités, engendrant un climat politique délétère. En effet, trois mois seulement après l'élection, l'hebdomadaire Marianne arrive à mettre la main sur l'enregistrement d'une étrange « conversation » dans laquelle on entend le premier adjoint, Christian Bartholmé, accompagné de trois de ses proches (dont l'actuel président de l'OPH cité ci-dessus), menaçant l'adjointe au maire chargée de la petite enfance. Un dialogue digne d'un film de mafieux, pour lequel les protagonistes ont été condamnés en 2016 pour « violences en réunion » à effectuer un « stage de citoyenneté ».

Ils ont fait appel.

Dès le lendemain de la victoire de la droite, la chasse aux syndicalistes CGT est ouverte. « En un an, des dizaines de cadres de la ville sont partis après avoir subi pressions et humiliations », se souvient Augusta Epanya, alors secrétaire CGT des territoriaux. « Pour la nouvelle municipalité, les militants CGT représentent un pôle de résistance à éradiquer. D'autant que les cas de souffrance au travail se sont démultipliés. Au service espaces verts-voirie, on enregistre plus de 30 % d'arrêt maladie », relate-t-elle. Dès les premières semaines, la CGT, étonnée par des promotions internes qu'elle juge « douteuses », demande en effet à l'état de contrôler la légalité de huit contrats, qu'elle estime litigieux, dénonçant par exemple l'embauche de novices à des grades qui correspondent à des fins de carrière dans la fonction publique. C'est le cas d'un jeune animateur, « pièce maîtresse dans l'élection du maire UDI », promu en quelques mois ingénieur en chef, au dernier échelon. Un autre acteur privilégié de la galaxie Lagarde, Kianoush Moghadam, artisan de la victoire de l'UDI, est promu directeur du développement territorial de la ville, et gratifié d'un salaire de près de 8 000 euros, selon la CGT. Ce dernier est également au cœur de l'affaire de la réserve par-

lementaire de Jean-Christophe Lagarde. En effet, plus de 130 000 euros de subventions auraient été attribués par le député UDI à des associations municipales dont les dirigeants étaient les principaux animateurs de la victoire de Stéphane De Paoli. C'est sur le gâteau, parmi les bénéficiaires, on retrouve Alliance, l'association d'un certain Kianoush - Moghadam, qui travaillait alors comme attaché parlementaire pour Jean-Christophe Lagarde, et qui s'est vu octroyer un total de 10 000 euros de subventions, comme l'ont révélé nos confrères du Point en février 2016. Hier, une nouvelle révélation tombait, via le Parisien, confirmant les soupçons de clientélisme au sein de la ville. En effet, dans un rapport confidentiel, encore provisoire, la chambre régionale des comptes d'Île-de-France pointe « l'embauche massive de contractuels et des conflits d'intérêts ». Elle s'étonne encore que la ville ait embauché, en connaissance de cause, une personne dont le passé judiciaire « paraît peu compatible avec un emploi d'agent public ». L'OPH de la ville n'est donc pas épargné par cette ambiance délétère. Le taux de licenciement y a augmenté de 20 %, selon la CGT, et l'organisme en est déjà à son quatrième directeur général en trois ans et demi. L'actuelle directrice, Sylvie Ramond, n'est autre que l'adjointe au maire de Patrick

Balkany à Levallois.

Ce climat suffocant, Nadia Giunta en a fait l'amère expérience. Sa décharge d'activité syndicale vient de lui être retirée et son évolution de carrière refusée. Une de ses collègues, Sadie Goncalves, assistante au service des quittances et élue CGT, a découvert à son retour de vacances qu'elle n'avait plus de bureau. Mardi, la directrice de l'office a convoqué Hélène Eve, assistante technique et elle aussi élue CGT, pour lui imposer une mutation du jour au lendemain au standard. Quant à Nadia Giunta, elle se voit aujourd'hui proposer un poste d'« agent de proximité » à la cité du Pont-de-Pierre. « Entendez : chargée de sortir les poubelles dans une des cités les plus éloignées du siège », s'indigne la militante, bien décidée à porter devant la justice ces pratiques de discriminations syndicales. « Ils l'ont ciblée dès le départ. Tout a été bon pour tenter de la discréditer », confie une cadre qui a souhaité garder l'anonymat, « par peur des représailles ». « L'épisode de juillet (victoire de la CGT NDLR) les a rendus fous, confie-t-elle. Ils désespèrent de ne pas réussir à se débarrasser de la CGT pour faire ce qu'ils veulent. Alors ils les mutent de manière arbitraire ». ■

par Maud Vergnol